

**REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**  
**Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana**  
**MINISTRE DE L'AGRICULTURE (MINAGRI)**

SECRETARIAT GENERAL et  
DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

---

**Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires (PARECAM)**  
**Programme de promotion des revenus ruraux (PPRR)**

**ETUDE DE CAS PROGRAMME PAYS MADAGASCAR**

Direction: Caroline Bidault. Chargé de Programme FIDA Madagascar

Rédaction: Abigail Fernandez-Amaro Garcia  
MASTER IDTR (Innovations et développement des Territoires Ruraux)  
Parcours : Gestion, Institutions et Territoires de l'Eau. IAM Montpellier

Juin, 2011

**Étude de cas : Le rôle des femmes dans la gouvernance locale de l'eau agricole**



## **Table des matières**

<b>1. Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Qui sont ces femmes ?.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Le savoir des femmes .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Indicateurs de genre dans la gestion de l'eau .....</b>	<b>4</b>
<b>5. Présentation de la zone d'étude .....</b>	<b>7</b>
<b>6. La place des programmes PARECAM et PPRR dans la question du genre .....</b>	<b>8</b>
<b>7. Étude de cas dans l'AUE Mamiasa-Beampy Mandanitoaka ..</b>	<b>10</b>
<b>8. Conclusion .....</b>	<b>12</b>
<b>9. Références .....</b>	<b>13</b>

## **I. Introduction**

Plus de 35 ans sont passés depuis la première conférence mondiale de la femme des Nations Unies au Mexique en 1975, et de nombreuses autres conférences et événements se sont succédés, avec comme résultats des engagements politiques, des documents d'action et des recommandations. Malgré cela, nous sommes loin de pouvoir affirmer que l'objectif d'égalité entre les sexes ait été atteint.

En ce qui concerne les pays en voie du développement, le Sommet mondial du développement social, en 1995 a été déterminant. C'est alors que le monde a pris conscience de la nécessité d'établir des indicateurs pour pouvoir analyser la situation des femmes dans le monde à diverses échelles.

Le rôle des femmes par rapport aux ressources hydriques est le plus étudié, même s'il manque encore beaucoup d'information. En effet, l'importance de l'eau dans les activités quotidiennes, en particulier pour les femmes dans le monde rural, a orienté les efforts de collecte des données vers la situation des femmes par rapport aux ressources en eau.

La Conférence internationale sur l'eau et l'environnement, tenue en 1992 à Dublin, a établi quatre principes directeurs sensés guider les politiques publiques sur l'eau. Le troisième principe traite du rôle essentiel des femmes dans l'approvisionnement, la gestion et la préservation de l'eau.

L'adoption et l'application de ce principe exigent que l'on s'intéresse aux besoins particuliers des femmes et qu'on leur donne les moyens et le pouvoir de participer, à tous les niveaux, aux programmes conduits dans le domaine de l'eau, y compris la prise de décisions et la mise en œuvre, selon les modalités qu'elles définiront elles-mêmes.

## **2. Qui sont ces femmes ?**

À l'échelle institutionnelle, à tous niveaux, la gestion formelle de l'eau est encore dominée par l'homme, et, bien que la représentation féminine dans les institutions du secteur commence à augmenter, elle est encore très faible.

Par ailleurs, il est à noter qu'il y a des différences dans la manière de gérer la ressource en eau par les hommes et par les femmes, car même si tous deux ont besoin de l'eau de la même manière, ils ont des rôles différents dans sa gestion.

En tant que garantes de la santé et de l'hygiène familiale et responsables de fournir l'eau et l'alimentation domestique, les femmes sont parties prenantes primaires de l'accès à l'eau et de l'assainissement du ménage. Cependant, les décisions sur les technologies d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les emplacements des points d'eau, l'exploitation et l'entretien des systèmes sont prises par les hommes.

Cette façon de répartir les rôles de chacun est justifiée par la subdivision des rôles et des activités au sein d'une économie de subsistance. Aujourd'hui, cependant, la technologie et la tradition partagent le même territoire et s'entremêlent dans la vie et la culture. Ainsi, bien que les rôles soient désormais « institutionnalisés », ils devraient être modifiés pour permettre une meilleure gestion de l'eau.

Un élément central de la philosophie de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est que les utilisateurs de l'eau, riches et pauvres, hommes et femmes, puissent influencer sur les décisions qui affectent leur vie quotidienne. C'est pourquoi les femmes sont des acteurs déterminants du développement en général et en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources en eau, avec des activités, des fonctions et des responsabilités qui leur sont propres.

### **3. Le savoir des femmes**

Le rôle des femmes a toujours été pris en compte dans les actions de développement de manière transversale et dans tous les projets et programmes.

Les savoirs et les pratiques des femmes ne sont pas seulement différents et pertinents mais ils sont aussi essentiels à l'instauration d'un développement durable (Gururani, S. 2002).

Les femmes pauvres des zones rurales possèdent un savoir-faire lié à leur mode de subsistance, un savoir autochtone qu'il faut préserver et tenir en compte dans les projets de développement.

D'après Shubhra Gururani, le savoir féminin est local et traditionnel, axé sur les moyens de subsistance et adapté à un contexte particulier, partagé collectivement, éloigné de toute préoccupation commerciale et transmis de manière informelle. Il est différent du savoir masculin, car il résulte de pratiques et activités quotidiennes de subsistance qui se déroulent dans des conditions sociales et historiques particulières pour les femmes.

Les différences entre les sexes sont exprimées dans les cultures, les croyances et les valeurs intériorisées par les femmes elles-mêmes et par un environnement familial, de travail, social, et institutionnel (M.A. Díez).

Il est donc nécessaire d'explorer les causes qui expliquent la différence entre les hommes et les femmes, et reconnaître tout en valorisant ces différences, pour permettre aux femmes d'occuper des postes qui jusqu'à présent sont réservés aux hommes.

### **4. Indicateurs de genre dans la gestion de l'eau**

Les indicateurs de genre sont nécessaires à tous les niveaux et dans toutes les phases d'un projet si l'on veut pouvoir évaluer comment une politique, un programme ou un projet oeuvre en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les indicateurs permettent de mesurer la réalisation des objectifs que l'on cherche à atteindre. Ils servent également d'outils d'analyse des forces et faiblesses dans la planification, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi des politiques, programmes ou projets.

En ce qui concerne les indicateurs spécifiques à l'évaluation du rôle des femmes dans la gestion de ressources hydriques, il convient de souligner que tous les indicateurs sont ancrés dans un contexte national, régional ou local spécifique et en relation étroite avec d'autres indicateurs économiques, sociaux ou politiques.

Au niveau national, ce sont les bailleurs de fonds internationaux comme le Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD), la Banque mondiale ou le Forum économique mondial qui élaborent les indicateurs de genre comme l'accès à l'eau, l'hygiène, l'éducation ou la santé, mais ceux-ci ne permettent pas de brosser un tableau de la réalité sur le terrain. Ils servent plutôt à comprendre la situation des femmes à l'échelle du pays, d'une manière général.

Si déjà au niveau général les indicateurs sont peu nombreux, ils sont encore plus rares au niveau régional. L'International Water Management Institute (IWMI) et le «Gender and Water Alliance (GWA)» sont pratiquement les deux seules agences qui ont développé une liste d'indicateurs de genre dans le domaine de l'eau.

Les femmes jouent un rôle important dans les divers sous-secteurs liés à l'eau, mais la majorité des indicateurs porte sur l'eau agricole, car l'agriculture est le secteur qui utilise le plus d'eau dans les pays en développement.

Le tableau ci-bas présente les indicateurs les plus pertinents par rapport aux femmes et à l'eau agricole.

Indicateurs généraux au niveau national et régional par rapport au secteur agricole	
La gestion des fermes par les femmes	% femmes qui gèrent des fermes
	% de terres cultivées par les femmes
	% de la taille moyenne des fermes gérées par des femmes par rapport à celle des hommes
La gestion de l'agriculture irriguée par les femmes	% femmes qui gèrent des fermes
	% de terres cultivées par femmes
	% de la taille moyenne des fermes gérées par des femmes par rapport à celle des hommes
La contribution à l'agriculture du travail de la femme	% de travail féminin qui contribue à l'agriculture
	Moyenne de jours que les femmes passent dans le secteur
Accès des femmes à une éducation formelle dans l'agriculture	
Prise de pouvoir des femmes dans institutions de gestion	% des femmes employées dans le ministère correspondant
	% des femmes dans le ministère avec responsabilités et capacité de prendre des décisions

Tableau 1 : Indicateurs au niveau national et régional par rapport au secteur agricole  
Source: Abigail Fernandez, 2011

Au niveau local, il faut se placer dans le contexte de la mise en place d'un projet ou programme, autrement il devient difficile de comprendre si les indicateurs de genre sur la gestion de l'eau sont vraiment des indicateurs ou simplement de l'information générée par le projet.

Selon Sagardoy, les informations les plus importantes à tenir en compte dans le contexte du projet sont :

1. Caractéristiques générales des femmes : âge, rôle dans la communauté, statut civil, situation économique, nombres d'enfants.
2. Participation des femmes dans l'activité agricole
  - a. Salaires des hommes et des femmes dans le secteur agricole
  - b. Nombre d'heures consacrées au ménage
3. Rôle des femmes dans l'élevage : si le pourcentage de l'activité est importante
4. Des femmes et l'irrigation
  - a. Le poids de l'irrigation dans la vie quotidienne de la femme par rapport aux autres activités
  - b. Les femmes dans un système irrigué
    - Ratio des femmes qui contribue à la construction des canaux et autres infrastructures d'irrigation
    - Connaissance des femmes sur les frais des réseaux d'irrigation
    - Connaissance des femmes sur l'écoulement de l'eau pour irriguer (connaissance sur la disponibilité et la fréquence de l'eau)
    - Connaissance du principe de la distribution de l'eau pour l'irrigation (les femmes ont-elles le même droit que les hommes à accéder à l'eau ?)
  - c. Les femmes et les techniques d'irrigation
    - Pourcentage des femmes qui connaissent les techniques d'irrigation
    - Pourcentage des femmes qui participent dans la maintenance des systèmes d'irrigation
    - Combien d'heures consacrent-elles à cette activité par rapport aux hommes
  - d. Les femmes et les pratiques d'irrigation
    - Connaissance des femmes sur la quantité d'eau nécessaire pour irriguer (volume en m<sup>3</sup> ou temps en heures)
    - Connaissance des femmes du moment propice pour irriguer
    - Temps (en heures) passé par les femmes à irriguer les parcelles, par rapport aux hommes
  - e. Les femmes et la qualité de l'eau agricole
    - Prise de conscience de la salinité des eaux agricoles (à cause de la nature de l'eau pour irriguer ou à cause de l'irrigation)
    - Connaissance des femmes sur comment fertiliser
    - Prise de conscience des problèmes dans les systèmes à cause d'une mauvaise gestion (pollution, augmentation du niveau de l'eau, etc.)

5. Les femmes rurales et la gestion des fermes
  - a. Prise de pouvoir des femmes dans les organisations locales
    - Pourcentage des femmes qui travaillent dans une organisation de gestion de l'eau (AUE)
    - Pourcentage des femmes dans le bureau de l'AUE (rôle de président, de secrétaire ou de trésorier)
    - Pourcentage des femmes dans les réunions
  - b. Les femmes dans les systèmes de l'eau potable
    - Accès à l'eau potable sans limitation de temps ou distance
    - Disponibilité durable de l'eau potable
    - Le prix de l'eau potable est-il raisonnable par rapport à la situation financière des femmes ?

Ces indicateurs sont destinés à mesurer la participation et la prise de pouvoir des femmes, conditions nécessaires pour qu'elles puissent s'approprier le processus de développement.

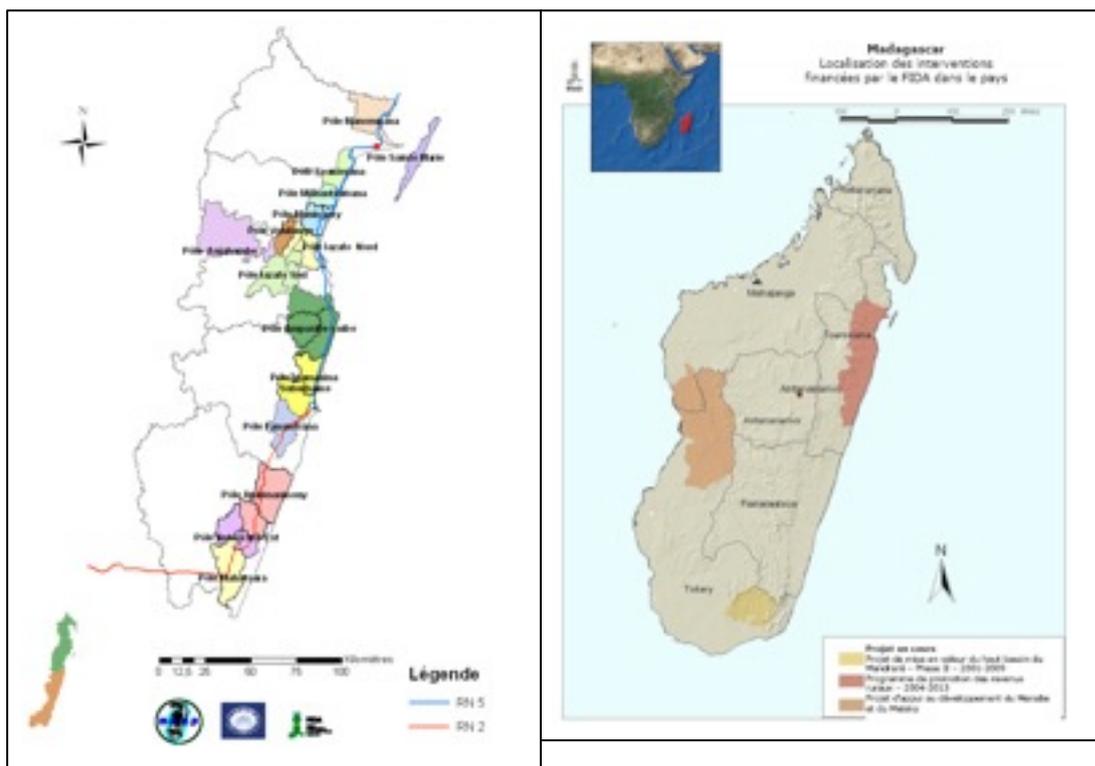
## **5. Présentation de la zone d'étude**

Dans l'est de Madagascar, le groupe plus important est celui des Betsimisaraka, nom qui signifie « les nombreux qui ne se séparent pas ». Leurs moyens d'existence sont très liés au commerce, surtout aux cultures d'exportation, et le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté est supérieur à 75%.

Dans la région d'Analanjirōfo et d'Atsinanana, le FIDA finance le Programme de promotion des revenus ruraux (PPRR) ainsi que le Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar (PARECAM) depuis 2009. Le PPRR a pour but de réduire la pauvreté rurale par l'accroissement des revenus des producteurs et de renforcer les communautés de base pour leur permettre de prendre en charge leur développement. Le PARECAM apporte des financements dans la région pour atteindre ses objectifs d'augmentation des superficies aménagées favorable à l'intensification agricole céréalière et maraîchère, y compris, entre autres filières, la riziculture, avec l'adoption du système de riziculture amélioré (SRA) et du système de riziculture intensive (SRI).

La mise en valeur de ces systèmes exige la création d'associations d'usagers de l'eau (AUE) et faire une bonne maîtrise de l'eau grâce à la réhabilitation ou la construction d'infrastructures hydro-agricole.

## 6. La place des programmes PARECAM et PPRR dans la question du genre



Carte 1: Localisation des pôles de travail du FIDA et la région du programme PPRR.  
Source : FIDA 2010

Le PPRR et le PARECAM ont travaillé sur la réhabilitation et l'aménagement de périmètres rizicoles, ce qui comprend l'étude et le contrôle des travaux d'ouvrages hydrauliques, les travaux de réhabilitation de périmètres irrigués et l'appui à la gestion et à l'entretien des périmètres. En même temps, ils ont suivi la création des associations d'usagers de l'eau en les appuyant dans le cadre administratif et organisationnel pour leur donner un pouvoir suffisant pour assurer un partage équitable et durable de la ressource.

Pendant la mise en œuvre de chaque activité des programmes PPRR et PARECAM, toute l'équipe technique a été sensibilisée au rôle de la femme, en apportant les appuis nécessaires pour promouvoir la participation des femmes à tous les niveaux de la gestion de l'eau.

À travers ce travail, l'un des objectifs transversaux des actions des programmes PPRR et PARECAM est d'avoir une représentation minimale de 30% des femmes dans le secteur socio-technique qui a été mis en place pour gérer l'eau agricole. Pour cela, le travail sur le terrain encourage les femmes à suivre toutes les formations et à présenter leurs candidatures pour être membre du bureau des AUE.



Photo 1: Membres de l'AUE Mahavelona-Mahanoro

Le résultat aujourd'hui est clair : même si l'objectif n'est pas encore tout à fait atteint, on peut constater qu'il y a représentation féminine dans les AUE. Les femmes y sont présentes en tant que membres du bureau et jouissent des mêmes droits que les hommes.

Selon les techniciennes du projet chargées des aspects techniques et socio-organisationnels dans le pôle d'Izafo Nord, cette association est l'une des plus mûres et la mieux préparée pour l'avenir. Elle est très grande, avec un total de 156 membres, dont 114 sont des hommes et 42 des femmes. La représentation féminine est de 27%.  
La superficie du périmètre est aussi importante : 120 hectares au total, dont la moitié a déjà maîtrisé la gestion de l'eau. La taille moyenne des parcelles est de 0,5 ha. La date de création officielle de l'AUE est le 18 juin 2010, après réception des travaux de réhabilitation du barrage et des canaux, qui a eu lieu au mois de janvier de la même année.

Sur la base des visites faites aux AUE, on a pu constater que les femmes sont reconnues et respectées par la communauté.

Dans le bureau, elles sont habituellement chargées de la trésorerie, comme commissaires de comptes ou conseillers.

Les femmes ont été ciblées de façon spécifique dans les activités mises en place par PPRR et PARECAM, pendant toutes les phases du programme.

## 7. Étude de cas dans l'AUE Mamiasa-Beampy Mandanitoaka

Ambatoharanana est une petite commune malgache dans la région d'Analanjiröfo à Fenerive-est. Comme la plupart des villages dans la région, elle se caractérise par une faible productivité agricole, principalement basée sur le culture du riz. Traditionnellement, la production de riz n'atteint pas deux tonnes par hectare, quantité insuffisante pour couvrir les besoins de consommation locale et générer des excédents agricoles pouvant assurer des revenus familiaux.



Photo 2: Groupe de femmes. Membres de l'AUE Mamiasa Beampy Mandanitoaka

L'introduction des systèmes SRI/SRA a créé de nouveaux rôles pour les femmes qui s'occupent ainsi du repiquage des plants, du sarclage et de la récolte, puis du contrôle des eaux en excédent dans la parcelle.

Madame Rosaline est la nouvelle trésorière de l'association des usagers de l'eau du périmètre de Mandanitoaka.

Madame Rosaline nous a accompagnés pendant toute la visite des infrastructures et nous expliquait elle-même les problèmes qu'ils ont avec les canaux et les points noirs du réseau, ainsi qu'avec les aires abîmées à cause de la forte pluie. Elle a profité de l'occasion pour nous exprimer son souci par rapport aux parcelles en aval où l'eau n'arrive pas : elle pense qu'il faut construire un autre barrage ou réhabiliter les barrages existants qui sont très anciens.

L'interview se déroule dans un climat détendu, calme et de confiance. Au sujet de l'association, Mme Rosaline convient qu'il est indispensable de se réunir pour travailler ensemble, car c'est la seule condition pour faire une bonne gestion de l'eau, mais que

malheureusement parmi les membres il n'y a pas encore un sentiment de fraternité et de responsabilité.



Photo 3: Visite à l'infrastructure réhabilitée par PARECAM dans l'AUE Mamiasa Beampy Mandanitoaka

Elle remarque aussi que la relation et le dialogue entre les femmes de l'association, qu'elles soient mariées ou célibataires, est très bon. Cependant, le dialogue avec les hommes souffre du fait qu'il manque de relation plus proche.

En effet, elles sont conscientes de l'importance de l'eau et de sa gestion pour la culture du riz. Maintenant, elles n'achètent plus de riz en stock pour survivre jusqu'à la prochaine récolte, alors qu'auparavant, c'était l'une de leur préoccupations majeures.

Au niveau technique, si les femmes sont généralement intéressées par ces aspects, elles ont besoin de formation en la matière. Elles participent à l'entretien des canaux, font attention à la quantité de l'eau qui arrive au niveau de la parcelle, et se préoccupent lorsque un fort orage abîme les infrastructures. De plus, ce sont elles qui rappellent aux hommes les dates d'entretien des canaux.

Selon elle, il serait nécessaire d'avoir un bâtiment, un endroit exclusivement pour l'AUE, car cela aiderait à mieux travailler en équipe et à s'approprier du projet. Ce serait un espace commun qui contribuerait à améliorer les relations parmi les membres et à résoudre les problèmes d'une manière plus participative.

En tant que trésorière, elle veut par ailleurs instaurer des mesures drastiques pour ceux qui ne paient pas pour l'eau. Pour elle, c'est l'un des problèmes les plus graves, parce il y a des membres qui ne se rendent pas compte que s'il n'y pas de l'argent, l'infrastructure ne peut pas être maintenue de façon durable et, par conséquent, la production de riz en saison et en contre-saison sont en danger.

Cette année, après la récolte de juin, elle espère que tous les membres paieront leur dû, car ce serait une preuve de ce que les membres sont sensibilisés à l'importance de l'eau et de sa gestion.



Photo 4: Après la récolte

La préoccupation de Rosaline pour la question financière est fruit de son expérience en tant que femme, puisque, dans la vie quotidienne, ce sont les femmes qui gèrent les finances familiales en investissant leurs revenus dans l'amélioration de l'alimentation, l'habillement, l'achat d'ustensiles de cuisine, etc. Elle sait donc l'importance d'avoir de l'argent pour arriver à avoir une AUE durable.

En référence aux indicateurs exposés plus haut, généralement, les femmes de la communauté sont soit mariées, soit célibataires et propriétaires de terres. Toutes participent aux activités agricoles autant que les hommes dans leurs propres parcelles.

En ce qui concerne l'irrigation, elles ne participent pas à la réhabilitation ou à la construction de canaux, mais sont chargées de leur entretien. Pour pouvoir faire cela, elles encouragent les membres à payer leur contribution aux fonds de l'AUE, contribution établie par tous de manière participative.

Elles aimeraient suivre une formation technique pour comprendre comment et pourquoi l'eau arrive aux parcelles. Elles aimeraient également acquérir des connaissances relatives à la quantité d'eau nécessaire, aux techniques de drainage ou sur comment agir dans le cas d'un problème survenu à cause d'une mauvaise gestion de l'eau.

Au niveau de la gouvernance de l'AUE, le rôle de trésorier est normalement occupé par une femme et la présence et la participation féminine dans l'AUE n'est pas faible.

## 8. Conclusion

L'acquisition de nouveaux systèmes dans la culture du riz a changé le contexte local, en influant sur les savoirs traditionnels des hommes et des femmes. Pendant que de nouvelles

techniques sont adoptées d'autres savoirs sont modifiés ou disparaissent, et dans cette démarche évolutive, la formation des hommes passe souvent avant celle des femmes.

Il est important de noter que l'introduction de nouvelles connaissances altère la vie communautaire car l'on considère alors les femmes comme des acteurs à part entière, égales aux hommes, qui contribuent à la transmission des connaissances et, par conséquent, au développement.

Dans la grande majorité des communautés visitées, la situation des femmes est similaire. Sur la côte est de Madagascar, on ne peut pas dire que les femmes soient invisibles ou que la culture Betsimisaraka empêche les femmes d'avoir une importance sociale. Dans presque tous les AUE qui ont été visités, le trésorier est une femme. Les hommes reconnaissent le rôle des femmes dans la gestion de l'eau, et les définissent mieux organisées, plus assidues et plus responsable en matière d'argent.

L'adoption des SRI/SRA a modifié les activités des femmes. Dans la nouvelle pratique de la culture, elles font principalement le piquetage, le sarclage, la récolte et la vente, et elles sont chargées d'écouler l'eau de la parcelle lorsqu'elle est en excédent.

À partir de la première collecte de données, la situation des femmes semble à priori positive, mais il faut analyser la qualité de la participation des femmes, entre elles et par rapport aux hommes.

L'homme continue d'être le chef et représentant principal de la famille et, bien que les femmes participent activement à l'AUE, l'homme a toujours le dernier mot. La représentation d'un ménage est avant tout assurée par l'homme, et celui-ci cède ses droits à sa femme de façon temporaire s'il est dans l'impossibilité de participer aux réunions. Les femmes qui sont propriétaires de périmètres de riz et par conséquent, bénéficiaires et membres de l'AUE, sont souvent célibataires.

Bien qu'il existe des femmes présidents de Fokontanys, il y a encore des femmes qui considèrent certains rôles comme réservés aux hommes, comme le rôle du président de l'AUE ou celui du responsable de l'infrastructure.

Il apparaît donc qu'il y a un manque d'autonomisation des femmes. Plus d'attention devrait être portée au renforcement de leurs capacités et au rôle des femmes et des hommes à la fois au niveau individuel que communautaire. Les femmes demandent plus de formation, tant administrative, pour être en mesure d'assurer une meilleure gestion de l'eau, que technique, pour mieux comprendre le fonctionnement des barrages et savoir procéder à l'entretien des canaux ou leur réhabilitation.

## **9. Références**

Sagardoy, J.A. ; Guelloubi R. « Gender indicators in water management: Review, proposals and guidance »

Gururani, S., 2002 « Le savoir des femmes du tiers monde dans le discours sur le développement » Revue internationale des sciences sociales 2002/03, N°173

Thierry, R. ; Valony M. « Les contradictions de la gestion intégrée des ressources en eau dans l'agriculture irriguée méditerranéenne ». Cahiers Agricultures vol. 16, n° 4, juillet-août 2007

FIDA. « Ciblage. Atteindre les ruraux pauvres »

Cooperaccio. 2005 « Un paso más: Evaluación del impacto de género »

Diez, M.A. « Criterios para la evaluación con perspectiva de género», Universidad del País

Vasco 2003 « sistema de monitoreo y evaluación sensible al género para un plan de manejo de cuencas hidrográficas »

Programme de promotion des revenus ruraux (PPRR): <http://www.pprp.mg>

Information sur la Déclaration de Dublin. <http://www.aqueduc.info/Les-quatre-principes-de-la>